

SOMMET MONDIAL DES BASSINS DU RIOB

BILAN - ÉDITION 2026



RIOB
Réseau International
des Organismes de Bassin

16-19 juin 2026
Rio de Janeiro, Brésil



GOUVERNANCE COOPÉRATIVE DES BASSINS POUR LA SÉCURITÉ HYDRIQUE

AUTORITÉS INVITANTES

Organisation :



Réalisation :



Appui :



SOMMAIRE

I. Introduction	3
II. Passation de la Présidence Mondiale du RIOB	4
III. Sessions de haut niveau	4
A. Session de haut-niveau sur « la gestion des ressources en eau au niveau des bassins pour la sécurité de l'approvisionnement en eau au Brésil »	4
B. Panel de haut-niveau sur le dialogue interactif « L'eau au service de la coopération » de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026	5
IV. Sessions thématiques	6
A. Session 1 - Des données à l'action : moderniser le suivi des ressources en eau pour une gestion résiliente des bassins	6
B. Session 2 - Dialogue ville-bassin pour la sécurité hydrique : concilier développement urbain, côtier et rural	7
C. Session 3 - Eaux saines, bassins résilients : harmoniser les politiques relatives à l'eau et à la biodiversité	8
D. Session 4 - Adaptation aux changements climatiques au niveau des bassins : lutte contre les inondations et les sécheresses	9
E. Session 5 - Économie circulaire de l'eau pour la résilience des bassins : diversifier le « mix hydrique » avec des ressources non conventionnelles	10
V. Quelques mots sur les ateliers	11
A. Ateliers « Peer-to-Peer »	11
B. Ateliers organisés par l'Association internationale pour l'ingénierie et la recherche en hydro-environnement (IAHR)	12
C. Atelier dédié à la GIRE dans les régions métropolitaines : L'articulation entre la régulation des ressources en eau et l'assainissement pour la résilience de l'approvisionnement en eau	13
D. Atelier « Quatre décennies de coopération entre le Brésil et la France pour la gestion intégrée des bassins »	14
E. Ateliers parallèles sur le partage d'expériences en matière de gestion de la sécheresse et de répartition des ressources	15
VI. Perspectives	17



Site principal de la conférence,
Museo do Amanha.



Atelier de travail du projet P2P.
©Fabiano Veneza / SEAS



Auditorium.
©Fabiano Veneza / SEAS

I. Introduction

Pour sa 13^e édition, ce rendez-vous international majeur a fait peau neuve et a changé de nom : l'Assemblée générale mondiale du RIOB est devenue le **Sommet Mondial des Bassins**. Cette nouvelle appellation est le signe d'une ambition renouvelée et d'une volonté d'élever la priorité politique accordée à la gestion durable des bassins. Face à un changement climatique qui accélère les inondations, les sécheresses et les tensions liées à l'eau sur tous les continents, il est en effet urgent de promouvoir une mise en œuvre opérationnelle et coopérative de la gestion des bassins. C'est une condition sine qua non pour assurer la sécurité hydrique de nos sociétés et des écosystèmes dont elles dépendent.

Le programme de ces quatre jours s'est articulé autour de cinq thèmes stratégiques, allant de la modernisation des systèmes de données à l'intégration croissante des ressources en eau non conventionnelles.

L'événement a une nouvelle fois réuni une large diversité de participants de haut niveau : ministres, organismes de bassin nationaux et transfrontaliers, administrations locales, régionales et nationales, institutions techniques, commissions d'intégration régionales, régulateurs, banques de développement et agences des Nations Unies. Tous sont des acteurs majeurs engagés dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle des bassins, des fleuves, des lacs et des eaux souterraines associées.

Le Sommet a été co-organisé par le RIOB et le Secrétariat d'État à l'Environnement et au Développement Durable de Rio de Janeiro (SEAS). Il a bénéficié de l'appui de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et du soutien actif de l'Agence Nationale des Eaux et de l'Assainissement du Brésil (ANA), ainsi que de nombreux partenaires locaux et nationaux (AGENERSA, FFCBH, REBOB, AGEVAP, les comités de bassin de la Baie de Guanabara et de la Baie d'Ilha Grande, la Ville de Rio de Janeiro, Águas do Rio et l'ABAR). Les échanges se sont déroulés dans des lieux emblématiques de la ville, le Museu do Amanhã (Musée de Demain) et le Museu de Arte do Rio (MAR).

En tant que nouveau président mondial du RIOB pour les deux prochaines années, le ministre brésilien en charge de la gestion de l'eau portera la voix des bassins lors des prochains événements internationaux majeurs, notamment la Conférence des Nations Unies sur l'Eau de 2026 et le Forum Mondial de l'Eau de 2027.



Pays représentés au Sommet Mondial des Bassins du RIOB 2026.



400
participants



48
pays



plus de 70
directrices/eurs
de l'Eau



5
Ministres, Secrétaires d'Etats
et Envoyés spéciaux



5
sessions
thématiques



9
sessions spéciales
et ateliers de travail



5
langues : anglais,
français, espagnol, portugais,
langue des signes



Plus de 50%
des appariements du projet
Peer-to-Peer présents

Passation de la Présidence Mondiale du RIOB

La passation de la Présidence du RIOB a été réalisée par Mme Barbara Pompili, Ambassadrice déléguée à l'Environnement au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, représentant Son Excellence Monique Barbut, Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la mer et de la Pêche de France, vers Son Excellence Waldez Góes, Ministre de l'Intégration et du Développement Régional du Brésil.



©Fabiano Veneza / SEAS

« L'engagement de la France dans le domaine de l'eau perdurera, et en particulier en participant activement aux actions du RIOB. »
Extrait du discours de Mme Barbara Pompili

« L'expérience du Brésil doit être partagée, tout comme il doit bénéficier du partage des expériences des autres pays [...]. Il est donc important que le Brésil soit actif dans ce contexte mondial et, plus encore, qu'il puisse partager ses expériences au sein du RIOB. »
Déclaration de SE Waldez Góes

Sessions de haut-niveau

Session de haut-niveau sur « la gestion des ressources en eau au niveau des bassins pour la sécurité de l'approvisionnement en eau au Brésil »

Avec : Ministère brésilien de l'Intégration et du Développement régional, Agence de l'eau de l'État de São Paulo, Comité pour l'intégration du bassin du fleuve Paraíba do Sul, Réseau brésilien des organismes de bassin, Association brésilienne des agences de régulation.

L'intégration systémique entre les autorités fédérales et étatiques, associée à la participation active de la société civile au sein des comités de bassin, doit constituer un élément essentiel à l'élaboration de solutions dans le cadre du Système national de gestion des ressources en eau (SINGREH). La session a mis en évidence 3 aspects ; La maturité institutionnelle d'organismes tels que le CEIVAP, fondé sur des plans élaborés de manière ascendante en tenant compte des réalités du terrain. Les récentes innovations réglementaires, illustrées par la création de la SP-ÁGUAS, qui renforcent le rôle moteur de l'État dans le contrôle et la mise en œuvre de protocoles rigoureux en cas de pénurie. Le projet d'intégration du fleuve São Francisco et le programme « Água Doce », présentés comme des étapes décisives en matière de sécurité hydrique et d'inclusion sociale à l'échelle continentale.

Pour surmonter la crise de la complexité résultant du choc entre la multiplicité des usagers et une instabilité climatique sans précédent, il est nécessaire de renforcer les organismes de bassin par le biais du REBOB (Réseau Brésilien des Organismes de Bassin) et du RIOB, de moderniser les technologies pour permettre une surveillance en temps réel et d'assurer la convergence des politiques sectorielles, garantissant ainsi la durabilité des bassins et un héritage pour les générations futures.

Le consensus qui s'est dégagé est clair : une gestion décentralisée et participative, prenant le bassin comme unité fondamentale, est un moyen efficace de renforcer la sécurité hydrique, la résilience climatique et le développement durable au Brésil.

[Rapport détaillé de la session](#)



Panel de haut-niveau sur le dialogue interactif « L'eau au service de la coopération » de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026

Avec : les Ministères de l'Intégration et du Développement régional du Brésil, des Travaux publics, du Logement et des Ressources en eau du Ghana, le Secrétariat d'État à l'Environnement d'Espagne, la Commission du fleuve Mékong, l'Autorité nationale de l'eau du Pérou, le Comité de régulation, de protection et d'utilisation des ressources en eau du Kazakhstan, et la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne.



Le panel de haut niveau a souligné que la coopération à l'échelle des bassins, y compris au niveau transfrontalier, ne constitue pas un simple défi technique, mais doit devenir une priorité politique. Le renforcement des capacités par le biais d'accords de coopération entre pairs a été mis en avant comme un outil essentiel pour accélérer les apprentissages et surmonter les impasses politiques grâce à une confiance technique mutuelle sur le terrain, à l'échelle des bassins.

Après avoir rappelé l'importance de la coopération pour la résilience climatique et des écosystèmes, la gestion des eaux souterraines, la sécurité alimentaire et énergétique, les intervenants ont insisté sur le besoin de financement des organismes de bassin et de la coopération transfrontalière et la nécessité d'adopter une approche holistique comprenant les

organismes de bassin et le nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystème.

La session s'est conclue par un appel à renforcer la coopération pour l'eau et à s'orienter vers des modèles participatifs et inclusifs garantissant un rôle de direction aux femmes, jeunes, peuples autochtones et communautés vulnérables.

Les intervenants se sont accordés sur l'idée que la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026 représentera un moment politique crucial pour placer la coopération dans le domaine de l'eau au cœur de l'agenda politique mondial.

[Rapport détaillé de la session](#)



M. Antti Rautavaara, Envoyé spécial pour l'eau, Ministère des Affaires étrangères, Finlande

« Le succès du dialogue interactif (d) « L'eau au service de la coopération », se mesurera à notre capacité à faire évoluer la coopération dans le domaine de l'eau d'un défi technique vers un système mondial structuré et fondé sur des règles. »



M. Valder Ribeiro, Vice-Ministre de l'Intégration et du Développement régional, Brésil

« La gestion intégrée des ressources en eau repose également sur la capacité à tirer les leçons des expériences menées dans différents contextes et à rendre la gouvernance de plus en plus participative et inclusive. Aucun pays ne détient à lui seul toutes les réponses. »

Sessions thématiques

Session 1 - Des données à l'action : moderniser le suivi des ressources en eau pour une gestion résiliente des bassins

Avec : Ministère de la Transition écologique (Espagne), Organisation du Traité de coopération amazonienne, Service Géologique du Brésil, Autorité du bassin Murray-Darling (Australie), Autorité autonome binationale du lac Titicaca, Autorité du bassin du Júcar (Espagne), Observatoire du Sahara et du Sahel, Initiative du bassin du Nil.

Cette session a démontré que la modernisation de la surveillance des ressources en eau n'est pas un luxe technique, mais un impératif stratégique pour renforcer la résilience des bassins face au changement climatique. Le principal défi identifié n'est plus la rareté des données, mais leur fragmentation et la nécessité de transformer les données brutes en informations fiables et exploitables qui soutiennent la planification, les investissements, la gestion des risques (inondations, sécheresses et pollution) et la prise de décision fondée sur des données probantes.

Plusieurs solutions ont été présentées durant la session:

- **Approches hybrides** : combiner la fiabilité historique des réseaux de surveillance in situ avec la large couverture spatiale de la télédétection et des observations satellitaires (ex: Sentinel-3 pour le lac Titicaca).
- **Plateformes d'intégration** : mise en place d'observatoires régionaux et de plateformes de données interopérables (ex : l'ORA en Amazonie, le GOTA en Espagne et les plateformes numériques du bassin du Nil) afin d'intégrer les réseaux de surveillance, d'améliorer la transparence, de soutenir les systèmes de prévision et d'alerte précoce, et de renforcer la gouvernance.



M. Nabil Ben Khatra, Secrétaire Exécutif, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

« Les données créent de la valeur, et des données fiables, ouvertes et transparentes favorisent la confiance, le partenariat, la coordination et la gouvernance. »



© Fabiano Veneza / SEAS

- **Inclusion et innovation** : impliquer les communautés par le biais de la science citoyenne (eDNA), valoriser les savoirs locaux et traditionnels, favoriser la coopération internationale et promouvoir le libre accès à l'information afin de renforcer la confiance et de soutenir la gestion intégrée des bassins

Il est essentiel d'institutionnaliser les mécanismes de partage des données et d'harmoniser les protocoles de surveillance afin de renforcer la coopération et d'instaurer la confiance entre les institutions et les pays. La technologie doit compléter (et non remplacer) les solutions classiques mais robustes de mesures sur le terrain, qui restent indispensables à la validation scientifique et à l'étalonnage. Enfin, la viabilité à long terme des systèmes de surveillance modernes dépend d'investissements continus et durables dans l'automatisation et l'extension des réseaux, du renforcement institutionnel et du développement des capacités techniques et humaines nécessaires pour transformer les données en actions efficaces en faveur d'une gestion résiliente des ressources en eau.

[Rapport détaillé de la session](#)



© Fabiano Veneza / SEAS

Session 2 - Dialogue ville-bassin pour la sécurité hydrique : concilier développement urbain, côtier et rural

Avec : Commission internationale du bassin du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), Secrétariat à l'Environnement et au Développement durable de l'Etat de Rio de Janeiro (Brésil), Association brésilienne des agences de régulation, Département des ressources en eau (Laos), Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Eau et de la Réforme agraire (Namibie), Conseils des Bassins (Équateur), Fondation du lac Vesijärvi (Finlande), Commission mixte du fleuve Paraná.



© Fabiano Veneza / SEAS



© Fabiano Veneza / SEAS

Les participants se sont largement accordés sur le principe selon lequel la sécurité hydrique relève davantage d'une construction institutionnelle que d'un simple défi technique. Concilier les développements urbains, ruraux et côtiers nécessite des approches diversifiées, adaptatives et hautement participatives :

- **Gouvernance et financement décentralisés** : le modèle du bassin de la rivière Portoviejo intègre avec succès la gestion côtière et les solutions fondées sur la nature grâce à un financement institutionnel conjoint.
- **Innovation technologique et adaptation** : Windhoek, en Namibie a mis en place la première usine au monde de réutilisation directe de l'eau usée, exploite un système de recharge contrôlée des aquifères et a instauré un cycle de gouvernance adaptative fondé sur des ateliers réunissant les autorités régionales et les parties prenantes afin d'analyser périodiquement l'état des ressources hydrologiques disponibles et la demande en constante augmentation.
- **Planification intégrée** : La République démocratique populaire du Laos associe la gestion intégrée des ressources en

eau (GIRE) à l'adaptation fondée sur les écosystèmes (EbA), garantie par des accords communautaires de conservation locaux.

- **Engagement durable** : La Fondation du lac Vesijärvi, en Finlande, comble le fossé entre la planification nationale et la mise en œuvre locale grâce à un dialogue multipartite et à un financement stable.

Pour combler le manque de coordination entre la gouvernance des villes et des bassins, les cadres de gouvernance doivent être institutionnalisés afin de coordonner les acteurs entre les territoires et de maintenir une coopération au-delà des cycles politiques. Les intervenants ont recommandé la mise en œuvre d'instruments, tels que la GIRE ou l'adaptation basée sur les écosystèmes (EbA), la diversification des sources d'approvisionnement en eau, la mise en place de mécanismes de financement stables et la garantie d'une participation active des communautés. Pour conclure, si les innovations technologiques apportent un soutien essentiel, une sécurité hydrique durable dépend avant tout de la gestion commune d'un territoire.

[Rapport détaillé de la session](#)



Dr Vinicius Benevides, Président, Association brésilienne des agences de régulation (ABAR), Brésil

« La sécurité hydrique est assurée lorsque l'eau cesse d'être considérée comme une ressource sectorielle et commence à être perçue comme un bien collectif, dont la gestion repose sur une responsabilité partagée. »

Session 3 - Eaux saines, bassins résilients : harmoniser les politiques relatives à l'eau et à la biodiversité

Avec : Commission du fleuve Mékong, Agence de l'eau Adour-Garonne (France), Secrétariat à l'Environnement et au Développement durable de l'Etat de Rio de Janeiro (Brésil), Autorité du lac Tanganyika, Commission de conservation du fleuve Hai (Chine), Commission tri-nationale du Plan Trifinio, Agence de l'eau Rhin-Meuse (France), Ministère de l'Environnement et du Changement climatique (Brésil).

Les discussions ont mis en évidence la nécessité de renforcer la dimension « intégrée » des politiques relatives à l'eau et à la biodiversité afin de relever les défis interdépendants que sont le changement climatique, la dégradation des écosystèmes et la sécurité de l'approvisionnement en eau. Les participants ont souligné que la conservation et la restauration des écosystèmes sont essentielles pour améliorer la qualité et la disponibilité de l'eau, renforcer la résilience territoriale et soutenir le développement durable.

Les études de cas présentées ont démontré l'intérêt des approches intégrées fondées sur des solutions fondées sur la nature, combinant la restauration des écosystèmes aquatiques, le maintien des débits écologiques, la protection des espaces naturels et l'aménagement durable du territoire. Elles ont également souligné l'importance de la coopération transfrontalière, de la gouvernance multiscalaire et de la prise de décision fondée sur des données scientifiques dans la conception et la mise en œuvre de politiques publiques efficaces.

Les discussions ont en outre mis l'accent sur la nécessité de renforcer les cadres de gouvernance en améliorant la coordination entre les secteurs de l'eau, de la biodiversité, de l'agriculture et de l'aménagement du territoire. Les participants ont également souligné l'importance de renforcer les mécanismes de financement grâce à une meilleure harmonisation des instruments de financement existants, à l'extension des programmes de paiement pour les services écosystémiques (PSE) et à un engagement accru du secteur privé.

Enfin, les participants ont réaffirmé que l'intégration de la biodiversité dans les politiques de développement est une condition préalable à la mise en place de bassins résilients et à la garantie d'une sécurité hydrique à long terme. Ils ont souligné que les connaissances scientifiques, la planification intégrée, la coopération entre les parties prenantes et l'échange d'expériences constituent des facteurs clés pour la mise en œuvre de solutions durables et efficaces, adaptées tant aux contextes nationaux que transfrontaliers.

Rapport détaillé de la session



Session 4 - Adaptation aux changements climatiques au niveau des bassins : lutte contre les inondations et les sécheresses

Avec : Agence de l'eau Loire-Bretagne (France), Consortium et Agence des bassins du Piracicaba, Capivari et Jundiá (Brésil), Association pour la gestion de l'eau du bassin du Paraíba do Sul (Brésil), Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (Brésil), Commission du bassin du lac Victoria, Commission de conservation du fleuve Jaune (Chine), Commission internationale des frontières et des eaux entre le Mexique et les États-Unis, Agence flamande pour l'environnement (Belgique), Forum fluminense des comités de bassin hydrographique (Brésil).

La session a mis en avant le fait que les relevés hydrologiques indiquent des modifications significatives du cycle hydrologique, avec des épisodes de sécheresse et de crues plus fréquents et plus intenses. Ces changements climatiques ont été aggravés par la variabilité des régimes pluviométriques et par une gestion inadaptée de l'utilisation des sols et des ressources en eau, illustrés notamment par les 400 mm de pluie tombés en une seule semaine à Santa Bárbara d'Oeste au Brésil en 2025 qui ont submergé les réservoirs de la ville.

Les échanges ont insisté sur le fait que les défis sont nombreux et interdépendants, nécessitant le passage d'une réponse réactive aux crises à une gestion proactive et intégrée des risques. Ainsi, pour répondre aux limites des infrastructures et de l'aménagement du territoire, une adaptation efficace nécessite une coordination entre tous les secteurs (eau, agriculture, aménagement du territoire, énergie) et tous les niveaux administratifs,

des communes locales aux commissions transfrontalières.

Parmi les solutions mises en place présentées se trouvent les solutions fondées sur la nature et les projets de restauration écologique, tels que le reboisement du plateau de Loess en Chine ou le programme "Mananciais" au Brésil. D'autres solutions existent également : le renforcement de la coopération internationale entre bassins, une gestion fondée sur un suivi continu, une réévaluation périodique des scénarios et une capacité à ajuster les stratégies au fil du temps, ou encore une gouvernance inclusive des populations vulnérables et les initiatives locales, comme c'est le cas au Brésil ou dans le bassin du Lac Victoria.

Pour conclure, la session a souligné l'importance d'appliquer le principe de précaution, ce qui signifie que la planification à l'échelle des bassins et la gestion des risques doivent tenir compte des scénarios climatiques les plus critiques lors de l'allocation des ressources au et de l'élaboration des politiques publiques.



© RIOB

[Rapport détaillé de la session](#)



Mme Marina Mendonça Costa de Assis, Conseillère auprès du directeur général, Association pour la gestion de l'eau du bassin du Paraíba do Sul (AGEVAP), Brésil

« Au-delà des connaissances et des projets, nous devons réfléchir à la manière de mobiliser les gens, de leur transmettre l'information pour tenter d'opérer ce changement et parvenir à faire face à ces nouveaux scénarios qui sont déjà une réalité. »



M. Steven Vinckier, Expert en résilience hydrique, Agence flamande pour l'environnement (VMM), Belgique

« Nous devons intégrer des objectifs et des programmes d'adaptation à l'échelle du bassin, et opérer la transition vers une véritable approche systémique associant l'eau, le sol et l'adaptation au changement climatique à l'aménagement du territoire. »

Session 5 - Économie circulaire de l'eau pour la résilience des bassins : diversifier le « mix hydrique » avec des ressources non conventionnelles

Avec : Agence de l'eau Adour-Garonne (France), Agence du bassin hydraulique du Bouregreg et Chaouia (Royaume du Maroc), Autorité du bassin du Júcar (Espagne), Société de gestion des ressources en eau du Ceará (Brésil), Ministère de l'Agriculture et des Forêts (Turquie), Commission du bassin de l'Orange-Senqu, Département de l'utilisation durable de l'eau du Gouvernement de l'État de Chihuahua (Mexique), Agence nationale pour la gestion intégrée des ressources en eau (Algérie).



Dans le contexte du changement climatique, afin de faire face au stress hydrique, de nombreux membres du RIOB ont recours à d'autres ressources en eau que le prélèvement direct dans les masses d'eau de surface et souterraines disponibles. Ces ressources alternatives, également appelées « ressources en eau non conventionnelles », comprennent notamment la collecte et la gestion des eaux pluviales, la réutilisation des eaux usées traitées et le dessalement de l'eau de mer. Ces eaux peuvent nécessiter un traitement particulier, en fonction du type d'utilisateur.

Outre les solutions fondées sur la nature et la gestion de la demande, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), en tant que méthode solide et flexible, doit être repensée pour intégrer efficacement les ressources en eau non conventionnelles « de la source à la mer » dans ses outils, en tenant compte de manière objective de leurs avantages et de leurs défis sur la base de l'expérience, dans le cadre d'un cycle d'économie circulaire de l'eau.

Les études de cas, d'une grande diversité géographique, ont permis de

débattre du rôle joué par les ressources en eau non conventionnelles dans la résilience des bassins. Les intervenants ont présenté différentes méthodes de mise en œuvre et façons d'utiliser les ressources en eau non conventionnelles (irrigation avec des eaux usées traitées, récupération du lithium à partir de la saumure générée par les processus de dessalement, fonctionnement des stations de traitement grâce au biogaz...). Ils ont souligné que les avantages et les limites varient considérablement en fonction du contexte. Ils ont conclu que l'acceptation sociale et des cadres réglementaires solides sont nécessaires pour développer davantage l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles.

Cette session s'inscrit dans le cadre d'une série d'activités du RIOB consacrées aux ressources non conventionnelles, comprenant également deux webinaires et un manuel sur la diversification du mix hydrique et la gestion de la demande.

[Rapport détaillé de la session](#)



Mme Lamia Lehtihet, Directrice Générale, Agence nationale pour la gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE), Algérie

« Un usage raisonné des ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles est essentiel pour préserver les réserves stratégiques, en particulier les eaux souterraines, pour les générations futures. »

Quelques mots sur les ateliers

Ateliers « Peer-to-Peer »

Mis en œuvre par le RIOB avec l'appui du RAOB, et financé par l'Union européenne, le projet Peer-to-Peer réunit 21 appariements composés de 61 organismes pairs en charge de la gestion de l'eau à travers l'Afrique, l'Europe, l'Amérique latine et l'Asie pour renforcer l'échange d'expériences et les capacités des organismes de bassin.



Le Sommet Mondial des Bassins du RIOB à Rio de Janeiro a constitué une étape importante pour le projet **Peer-to-Peer** (P2P), en réunissant physiquement plus de la moitié des 21 appariements engagés dans le projet. Cette forte mobilisation a permis de dépasser les premiers échanges à distance engagés depuis la phase de sélection et de créer un espace de dialogue direct entre les partenaires.

Deux séquences dédiées ont été organisées. La première était consacrée à la présentation du projet et à la mise en valeur des premiers appariements. Plusieurs partenaires ont partagé leurs attentes, les défis communs qui ont motivé leur rapprochement ainsi que les premières pistes de coopération identifiées. Ces témoignages ont permis d'illustrer concrètement la diversité des contextes représentés tout en faisant émerger des enjeux largement partagés entre organismes de bassin.

La seconde séquence a pris la forme d'un module régional du parcours pédagogique P2P, centré sur deux thématiques particulièrement présentes au sein des appariements d'Amérique latine : la gouvernance des organismes de bassin et

les solutions fondées sur la nature.

A travers une série de retours d'expérience croisés, les participants ont échangé sur leurs approches, leurs difficultés et les enseignements tirés de leurs pratiques. Cette séquence a également permis de présenter les premières fonctionnalités du P2P Knowledge Hub, plateforme collaborative du projet. Conçue comme un espace de partage de connaissances et de valorisation des expériences des pairs, elle accueillera progressivement les ressources pédagogiques, les webinaires, les retours d'expérience et les enseignements produits dans le cadre des appariements.

Au-delà des contenus abordés, Rio 2026 a permis de renforcer les liens entre partenaires et d'initier la communauté des pairs de P2P, de favoriser les échanges informels entre appariements issus de différentes régions du monde, de consolider la dynamique collective du projet et d'échanger avec d'autres partenaires au sein de la Twin Basin Initiative du RIOB. Le renforcement des relations entre pairs du projet Peer-to-Peer s'est illustré par la signature de deux mémorandums d'entente :



Appariement n° 14

M. Juan Ocola Salazar, Président exécutif, Autorité autonome binationale du lac Titicaca (ALT)

M. Mervin Pérez, Directeur exécutif, Autorité du bassin du lac Atitlán (AMSCLAE), Guatemala



Appariement n° 20

Mme Busadee Santipitaks, Présidente Directrice Générale, Commission du Mékong (MRC)

M. Mohamed Fawzi Bedredine, Coordinateur régional, Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)

Dans le cadre du 13^e Sommet Mondial des Bassins à Rio de Janeiro, l'Association internationale pour l'ingénierie et la recherche en hydro-environnement (IAHR) a animé deux ateliers interactifs consacrés aux priorités clés pour une gouvernance intégrée et tournée vers l'avenir des bassins : la gestion du transport sédimentaire et la transformation numérique.

L'atelier « **Gestion intégrée du transport sédimentaire dans les bassins** », organisé par l'IAHR, le RIOB et la Commission Internationale Des Grands Barrages (CIGB), a mis en évidence la nécessité de placer la gestion des sédiments au cœur de la gouvernance des bassins. Les discussions ont souligné que les sédiments ne constituent pas seulement un enjeu technique, mais un facteur stratégique qui façonne la morphologie des cours d'eau, la dynamique des crues et de l'érosion, ainsi que la résilience des écosystèmes et des infrastructures. Les contributions des organismes de bassin, des experts internationaux et des praticiens ont montré que les défis liés aux sédiments sont de plus en plus influencés par les barrages, le changement d'affectation des sols et la variabilité climatique, et que des approches plus intégrées sont nécessaires à l'échelle des bassins et des tronçons fluviaux. La session a également soutenu la collaboration en cours entre le RIOB, l'IAHR et la CIGB et a apporté des contributions au prochain manuel du RIOB sur la gestion du transport sédimentaire à l'échelle des bassins. L'un des principaux résultats a été la reconnaissance de la nécessité de renforcer le programme international de gestion des sédiments, dont le lancement officiel est prévu lors du Forum mondial de l'eau et pour lequel une session de suivi est prévue lors du Congrès mondial de l'IAHR à Bari en 2027.

L'atelier « **Transformation numérique pour les bassins – En route vers Bari : 42^e Congrès mondial de l'IAHR** » s'est concentré sur la manière dont la transformation numérique peut soutenir efficacement la prise de

décision dans la gestion des bassins. La session a abordé le fossé entre les progrès rapides en matière de données, d'intelligence artificielle et d'outils numériques, et leur intégration pratique dans la prise de décision opérationnelle et institutionnelle. Les participants ont souligné l'importance de passer d'approches « riches en données mais pauvres en informations exploitables » à des systèmes numériques centrés sur l'humain, axés sur la prise de décision et intégrés dans les processus de gouvernance des bassins. L'atelier a contribué au processus « Road to Bari » en positionnant la transformation numérique comme un pilier stratégique du Congrès mondial de l'IAHR à Bari en 2027, dont le thème est « Piloter la gestion du changement à l'ère de l'eau numérique et des transitions ». Il a également permis de clarifier la feuille de route et les engagements menant à Bari, tout en reliant ce processus à la trajectoire internationale à plus long terme vers Kobe 2029.

Au cours de ces deux ateliers, le principal enseignement a été la nécessité de faire le lien entre la science, la politique et la pratique grâce à des solutions concrètes, évolutives et ancrées dans les institutions. La gestion des sédiments et la transformation numérique sont apparues comme des dimensions complémentaires de la gouvernance coopérative des bassins : l'une portant sur le fonctionnement physique et la résilience des systèmes fluviaux, l'autre renforçant la capacité des institutions à utiliser les connaissances, les données et les outils pour prendre des décisions plus efficaces.



Atelier dédié à la GIRE dans les régions métropolitaines : L'articulation entre la régulation des ressources en eau et l'assainissement pour la résilience de l'approvisionnement en eau



© Fabiano Venezia / SEAS



© Fabiano Venezia / SEAS

La session avait comme objectif de démontrer la synergie et la complémentarité des actions des Agences Régulatrices et des Organismes de gestion de l'eau pour la gestion intégrée des ressources en eau et des services d'assainissement, en vue d'assurer la sécurité hydrique et la résilience de l'approvisionnement public face aux situations de crise.

La gestion des bassins est intrinsèquement liée à la garantie de la disponibilité et de la qualité de l'eau pour les multiples usages, y compris l'approvisionnement public.

Dans certaines zones métropolitaines brésiliennes, la complexité des enjeux liés à l'eau, notamment dans un contexte de pénurie, exige une approche coordonnée entre les institutions responsables de la gestion des ressources en eau et de la régulation des services d'assainissement.

Cette session visait à présenter un modèle de gouvernance qui intègre ces différentes sphères, en illustrant comment la régulation par les agences de régulation contribue à la prévention, à la gestion et au contrôle des crises de l'eau, tout en garantissant la continuité et la qualité de l'approvisionnement.

Les échanges ont montré l'importance de sensibiliser le public à la complexité de la gestion de l'eau et à la nécessité d'une approche intégrée. Ils ont également mis en évidence le fait que le modèle de gouvernance collaborative entre les Agences de régulation et les instances de gestion soit un facteur clé de la sécurité hydrique.

Les discussions ont insisté sur l'importance de :

- L'interface de la gestion de l'eau avec les services d'assainissement grâce à laquelle les informations et les directives des organismes de gestion (surveillance des sources d'eau, permis, protocoles de pénurie) sont traduites par les Agences de régulation en exigences opérationnelles pour les prestataires de services d'eau et d'assainissement.
- Le rôle, les compétences et responsabilités complémentaires des Agences de régulation et des organismes de gestion des ressources en eau, permettant l'interconnexion de leurs actions pour la sécurité hydrique.
- Les investissements nécessaires dans la résilience et la surveillance de la ressource en eau, la protection des captages et le suivi de l'impact des eaux résiduelles.
- Le rôle des Agences de régulation dans la supervision et la certification des investissements dans les infrastructures qui augmentent la résilience des systèmes d'approvisionnement (interconnexions, réduction des pertes).
- Le point de vue du prestataire de services sur les défis et les stratégies d'investissement pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau, y compris concernant la recherche de nouvelles ressources et l'optimisation des ressources existantes.
- Le rôle de la régulation dans l'orientation et le contrôle des mesures de gestion de la demande en eau.
- L'importance d'une communication transparente et de l'engagement de la société civile en tant que partenaire dans la gestion de l'eau.

Atelier « Quatre décennies de coopération entre le Brésil et la France pour la gestion intégrée des bassins »

Le Brésil fêtera en 2027 les 30 ans de la Loi sur l'Eau n° 9.433 du 7 janvier 1997, loi qui a posé les fondements de la gestion intégrée et participative des ressources en eau au Brésil. Cette loi est inspirée de l'expérience française et d'une fructueuse coopération bilatérale entre le Brésil et la France initiée en 1988.

La session visait à rappeler l'historique et les leçons apprises de quatre décennies de coopération entre le Brésil et la France en matière de gestion des bassins, que l'on peut résumer en quatre périodes:

1. Les premiers échanges entre la France et le Brésil entre 1982 et 1985
2. La première phase de coopération entre 1988 et 1998, avec les projets pilotes de coopération bilatérale en appui à la création à la mise en œuvre des premières agences de bassin au Brésil : Projet Rio Doce, Projet Paraíba do Sul et l'appui aux Bassins Piracicaba et Capivari
3. La deuxième phase de coopération entre 1998 et 2011, caractérisée par des missions et des échanges de coopération décentralisée en prolongement de la coopération bilatérale, et,
4. La troisième phase de coopération, à partir de 2012, axée sur des projets de coopération interinstitutionnelle pour le renforcement des organismes de bassins. Cette phase inclut les projets suivants : InterAgencias, BioPlateaux, MARU sur

la surveillance des eaux usées urbaines et de leur impact environnemental, Gouvernance des Partenariats public-privé, Coopération OiEau - ABAR.

La session avait pour objectif de contribuer à faire émerger les enseignements issus de ces quatre décennies de coopération entre le Brésil et la France en matière de gestion des bassins.

Les interventions d'acteurs de cette coopération ont permis de préparer l'organisation d'un séminaire envisagé en 2027 axé sur la capitalisation des retours d'expérience, le renforcement de la coopération France-Brésil-Amérique Latine dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle des bassins et le renforcement du Réseau Latino-Américain des Organismes de Bassin (RELOB).

Cet atelier a été l'occasion de proposer une première réflexion sur le futur de cette coopération, notamment sur les rôles et les défis des agences de l'eau au Brésil et en France, dans le contexte de l'adaptation aux changements climatiques et les investissements indispensables au Brésil dans les services d'eau et d'assainissement pour atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, notamment à travers le Projet MARU Baie de Guanabara.





Cette série d'ateliers interactifs sur le thème du « partage d'expériences sur la gestion de la sécheresse et de la répartition des ressources en eau » a permis de présenter une diversité d'expériences et de contextes géographiques, allant de l'Amérique (Brésil, Mexique, Etats-Unis) à l'Europe (France, Espagne), l'Afrique (fleuve Sénégal, Afrique australe) et l'Asie centrale (Tadjikistan). Ces trois ateliers ont eu pour objectif de faciliter le dialogue entre pairs et l'échange d'outils et de mécanismes nécessaires pour passer d'une gestion d'urgence réactive à une planification préventive et une gouvernance inclusive.



© Fabiano Veneza / SEAS

L'atelier 1 « **Étude de cas sur la sécurité hydrique et la gouvernance dans les régions métropolitaines de Rio de Janeiro et de São Paulo** » a mis en avant l'expérience brésilienne à travers deux présentations axées sur la sécurité hydrique et la gouvernance dans les zones métropolitaines de Rio de Janeiro et de São Paulo. Après avoir détaillé les crises de l'eau de 2014-2016 dans ces régions et les enseignements opérationnels tirés de ces crises, la session a souligné que la sécurisation de l'approvisionnement public en eau nécessite une combinaison de multiples stratégies. Ainsi, pour s'adapter avec succès au changement climatique, un changement de paradigme clair est nécessaire : aller au-delà des seules « infrastructures grises » traditionnelles, intégrer des solutions fondées sur la nature (SFN), gérer de la demande en eau et favoriser un dialogue continu entre les parties prenantes afin d'assurer une bonne gouvernance. Puis, un sondage auprès des participants de l'atelier a révélé que près de la moitié d'entre eux considéraient leur propre

bassin comme « très vulnérable » aux risques liés à l'eau, confirmant que les questions abordées constituaient une préoccupation majeure. Enfin, deux représentants des agences de l'eau françaises ont pris la parole pour apporter une perspective européenne et alimenter la discussion, notamment avec le public. Ces échanges ont porté sur la hiérarchisation des priorités en situation de crise, la coordination des outils de planification en France et le protocole de communication des agences brésiliennes en cas de crise.



© Fabiano Veneza / SEAS

Le deuxième atelier portait sur la « **Gestion des sécheresses et allocation des ressources en eau en Asie centrale, Afrique australe et Amérique latine** ». Pour commencer, un exercice interactif autour d'images a démontré que les participants partageaient de nombreuses préoccupations : les dynamiques amont-aval, le changement climatique, l'inclusion de toutes les parties prenantes dans la gouvernance et les prises de décision, le rôle croissant des données et des technologies numériques et la concurrence entre agriculture, usages domestiques et protection de la biodiversité lors de la répartition des ressources en eau. Ces thèmes ont été reflétés par les 3 intervenants, qui ont insisté sur la coopération et les réformes institutionnelles pour répondre à ces préoccupations : la Commission des rivières Incomati et Maputo (Eswatini, Mozambique et Afrique du Sud), l'organisation du bassin du Zarafshan (Tadjikistan et Ouzbékistan) et la Commission internationale des frontières et des eaux (Mexique et Etats-Unis).

A la fin de l'atelier, cinq conclusions principales se sont dégagées :

1. La sécheresse devient une composante structurelle plutôt qu'exceptionnelle de la gestion des ressources en eau.
2. La répartition de l'eau est fondamentalement une question de gouvernance qui nécessite des institutions transparentes et la participation des parties prenantes.
3. Les informations scientifiques et les outils numériques sont essentiels, mais ne peuvent se substituer au dialogue et à l'engagement politique.
4. Les bassins transfrontaliers constituent de précieux laboratoires de coopération et d'apprentissage partagé.
5. L'agriculture reste au cœur de la plupart des débats sur la répartition de l'eau, ce qui renforce la nécessité d'adopter des approches intégrées et participatives.

prenantes locales dans l'allocation de la ressource en eau.



© RIOB

La seconde partie s'est concentrée sur deux cas internationaux présentant une longue tradition de gestion des pénuries d'eau et de fortes similitudes avec le Ceará. L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal a apporté une perspective de gestion transfrontalière et a insisté sur l'importance de données fiables, de la transparence institutionnelle et de la prise de décision par consensus, garantissant des solutions acceptables pour chaque État et empêchant tout membre, même minoritaire, d'être mis à l'écart. L'accent a ensuite été mis sur l'expérience des confédérations hydrographiques espagnoles en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de lutte contre la sécheresse, via un cadre juridique fort, un diagnostic basé sur des indicateurs avec des seuils définis, des mesures opérationnelles claires pour chaque niveau de sécheresse et une diversification du mix hydrique.



© RIOB

L'atelier 3 « **Étude de cas sur la répartition négociée de l'eau en contexte semi-aride : l'État du Ceará (Brésil), en dialogue avec des expériences en Afrique et en Europe** » s'est articulé en deux parties. Dans un premier temps, la vulnérabilité historique et la grave période de sécheresse (2012-2017) de la région du Ceará (Brésil) ont été présentées.

Pour répondre à ces enjeux, l'Etat du Ceará a mis en place :

1. Un vaste réseau structurel composé de 157 réservoirs publics, de milliers de petits barrages et de centaines de kilomètres de canaux et de canalisations interconnectés.
2. Une gouvernance décentralisée caractérisée par une division du territoire en 12 bassins, gérés par 12 comités de bassin et 40 commissions d'usagers des réservoirs.
3. Une stratégie de « répartition négociée de l'eau » incluant l'ensemble des parties

[Rapport détaillé de l'atelier 1](#)



[Rapport détaillé de l'atelier 2](#)



[Rapport détaillé de l'atelier 3](#)



EURO RIOB 2027 : Rendez-vous à Bruxelles !

L'Agence flamande pour l'environnement (VMM), représentée par Bernard de Potter (Administrateur Général) et Steven Vinckier (Expert en résilience hydrique) accueillera le prochain EURO-RIOB, à Bruxelles du **25 au 28 mai 2027**.

M. Bernard de Potter, Administrateur général, Agence flamande pour l'environnement (VMM), Belgique: « *Nous préparons une conférence tournée vers l'avenir, qui abordera l'ensemble des enjeux liés à la gestion de l'eau* ».



A bientôt à Bruxelles !

SAVE THE DATE

EURO RIOB 2027

25-28 Mai 2027 . Bruxelles (BELGIQUE)



Sommet Mondial des Bassins du RIOB 2028 : Cap sur la Namibie !

A la suite d'un appel à candidature, la Namibie a été sélectionnée pour accueillir l'édition 2028 du Sommet Mondial des Bassins du RIOB.

Son Excellence Selma Nghinamundova, Ambassadrice de la République de Namibie au Brésil, a présenté la candidature portée par le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Eau et de la Réforme agraire de Namibie (MAFWLR), en partenariat avec les organismes de bassin de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Annonce du pays hôte pour l'édition 2028 par le Secrétaire général du RIOB (Dr. Eric Tardieu) et SE Selma Nghinamundova, accompagnés de Mme. Maria Amakali (MAFWLR), M. Comfort Molowiswa (Commission du bassin de l'Orange-Senqu - ORASECOM), Mme. Sindy Mthimkhulu (Commission des cours d'eau Incomati et Maputo - INMACOM) et Mme. Fenny Dimitrova (Ambassade de Namibie au Brésil).

Rendez-vous à Windhoek en 2028 !



Le RIOB en bref



1994

Année de création



Statuts

Association d'intérêt général de droit français, sans but lucratif.



Objectif principal

Soutenir toutes les initiatives en faveur de l'organisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau des bassins versants des fleuves, lacs ou aquifères nationaux ou transfrontaliers, pour concilier croissance économique, justice sociale, protection de l'environnement et des ressources en eau et, participation de la société civile.



Organisation

Cette plateforme d'échange de connaissances et d'expériences est administrée par son Président et le Bureau de Liaison qui organisent le Secrétariat technique permanent assuré par l'Office International de l'Eau (OiEau). Son Assemblée Générale a lieu tous les deux ans. La Présidence du RIOB est assurée par le Brésil, depuis l'AG de 2026 lors du Sommet Mondial des Bassins, et ce, jusqu'en 2028.



Actions

Echanges d'expériences, jumelages, événements et partenariats (avec l'OCDE sur la gouvernance de l'eau, avec la CEE-ONU sur la coopération transfrontalière et l'adaptation au changement climatique). Mise à disposition de l'expertise du Secrétariat technique permanent assuré par l'OiEau : appui technique et institutionnel, formation, données et systèmes d'information.



Réseau

192 Organismes-Membres (organismes de bassins, administrations gouvernementales chargées de l'eau, organisations de coopération bi ou multilatérale) et Observateurs Permanents dans 88 pays.



Implantation

8 réseaux régionaux, pour renforcer les liens entre les Organismes-Membres de pays voisins, développer les activités collectives du RIOB dans la région, organiser des activités communes d'intérêt général.



RIOB

Réseau International
des Organismes de Bassin

Secrétariat RIOB

Office International de l'Eau

22, rue de Madrid

75008 PARIS - FRANCE

+33 1 44 90 88 60

info@riob.org

www.inbo-news.org



Avec le soutien de :



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

